

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.45606

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

BARBARA LAMBAUER-TRIMBUR

TROIS PERSONNALITÉS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES VUES  
PAR DES HISTORIENS ALLEMANDS:  
PAUL REYNAUD, FERNAND DE BRINON ET OTTO ABETZ

Trois jeunes historiens allemands ont consacré leur thèse de doctorat à des personnalités occupant des places centrales dans le singulier destin des relations franco-allemandes de la première moitié du vingtième siècle, avec les conséquences du traité de Versailles: Paul Reynaud, Fernand de Brinon et Otto Abetz. Les trois études ont été publiées en 2000 et 2001 en Allemagne<sup>1</sup>.

Le premier, Stefan GRÜNER, constate non sans étonnement l'absence persistante dans l'historiographie française d'une monographie consacrée à Paul Reynaud. Figure emblématique du centre-droit, tout en restant solitaire dans sa carrière politique, c'est pourtant lui qui dirige le dernier gouvernement de la Troisième République. Dans son étude, issue d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Ratisbonne, Grüner se concentre sur les efforts employés par le personnage visant à une modernisation politique, selon lui très marqués, et qui révèlent le concept moderniste du courant libéral de l'entre-deux-guerres.

En effet, le parcours du personnage n'est pas sans intérêt: né en 1878 dans le département des Basses Alpes, issu d'une famille de la petite bourgeoisie, Reynaud trouve son idéal politique en Waldeck-Rousseau; c'est à lui qu'il compte destiner sa *laudatio académica* en 1911 dans le cadre des réunions de la «Conférence du stage», assemblée générale du Conseil de l'ordre des avocats de Paris, suscitant par là une vive protestation de la part des avocats proches de l'Action Française. Sur pression du Conseil de l'ordre, Paul Reynaud est obligé de choisir un autre sujet («Le procès de Charles I<sup>er</sup> d'Angleterre»). L'incident est révélateur de l'homme politique qu'il va devenir; son discours constitue une première profession de foi en faveur d'une république démocratique et d'un État laïque, l'opposant ainsi à la droite ultra-nationaliste. Pendant la Première Guerre mondiale il est mobilisé en tant que sergent; sa carrière militaire trouve cependant une fin subite suite à une pleurésie en 1916. Après un bref séjour à l'hôpital militaire, il est appelé à intégrer les «Services de la Présidence du Conseil» du ministère de Paul Painlevé. Entre 1917 et 1918 collaborateur de Paul Doumer dans le recrutement des Tchèques, Slovaques et des Polonais contre les Allemands et Autrichiens, il a l'occasion de nouer d'étroites relations avec le mouvement d'indépendance tchèque à Paris et d'entreprendre un long voyage le menant aux États Unis, au Japon jusqu'en Sibérie, auprès de la légion tchèque.

1 Stefan GRÜNER, *Paul Reynaud (1878–1966). Biographische Studien zum Liberalismus in Frankreich*, Munich (Oldenbourg) 2001, X–426 p. (*Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte*, 48); Corinna FRANZ, *Fernand de Brinon und die deutsch-französischen Beziehungen 1918–1945*, Bonn (Bouvier) 2000, XII–413 p. (*Pariser Historische Studien*, 54); Roland RAY, *Annäherung an Frankreich im Dienste Hitlers? Otto Abetz und die deutsche Frankreichpolitik 1930–1942*, Munich (Oldenbourg) 2000, 419 p. (*Studien zur Zeitgeschichte*, 59).

Dans l'après-guerre, Reynaud entame sa carrière politique en entrant à la Chambre des députés en 1919 en tant que membre de la «Liste d'Union et de Concentration Républicaine» proche du Bloc national. Passionné par la politique étrangère et économique (il est l'un des rares députés à disposer d'une formation en cette dernière matière), il concentre ses contributions progressivement sur les relations avec l'Allemagne et la question des réparations allemandes; domaine dans lequel il plaide pour un rapprochement »contrôlé«. Ne se faisant pas d'illusion sur la politique de révision poursuivie par le gouvernement de Weimar, ni d'ailleurs sur sa réelle incapacité à payer les réparations, il préconise un règlement résidant dans des prises de participations françaises dans l'industrie allemande. Sans mandat entre 1924 et 1928, il se présente avec Henri de Kerillis lors des élections dans le deuxième arrondissement de Paris en 1926; sans succès cependant contre les adversaires du parti communiste, Jacques Duclos et Albert Fournier. De même, il se pose comme orateur actif en dénonçant la politique des gouvernements du Cartel des gauches. Grüner retrace ici avec un zèle minutieux – parfois laborieux – les différentes étapes de cette période. De retour à la Chambre à partir de 1928 grâce (enfin) au mandat du deuxième arrondissement parisien, Reynaud y joue un rôle clef pour la ratification des accords de dette conclu à Washington en juillet 1929. Développant ses propres idées concernant la solution des contentieux franco-allemands – la combinaison d'une politique de renforcement militaire et du dispositif d'alliance en Europe de l'Est avec un arrangement avec la droite allemande, notamment les cercles de la grande industrie – il devient incontournable au niveau gouvernemental: en mars 1930, Tardieu lui confie le ministère des Finances; un an plus tard, Pierre Laval le nomme ministre des Colonies. Dans aucun des deux portefeuilles il ne remporte cependant la gloire: aux Finances il inaugure le retour du déficit budgétaire sur fond de crise économique naissante, alors qu'aux Colonies son ministère est marqué par les tensions entre autorités françaises et populations indigènes. Grand orateur de l'opposition au Front populaire entre 1932 et 1938, Paul Reynaud retourne au gouvernement en 1938, d'abord au portefeuille de garde des Sceaux du cabinet Daladier, puis quelques mois plus tard à la tête du ministère des Finances. Dans cette fonction, il s'attache à inaugurer une nouvelle orientation – libérale – de l'économie française, tout en amollissant bon nombre d'acquis du Front populaire (dont la semaine de 40 heures). Il profite de la grève générale proclamée par la CGT en novembre 1938 pour briser définitivement le pouvoir des syndicats.

Ses portefeuilles gouvernementaux dans les années 1930 ne l'empêchent pas de rester attentif vis-à-vis de l'évolution politique de l'Allemagne, a fortiori après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933. En mars 1935, il présente à la Chambre le plan d'une réforme militaire conçu avec son conseiller militaire – qui est nul autre que le lieutenant-colonel Charles de Gaulle – résidant dans une modernisation de l'armée française par la mise en place d'un corps spécialisé de six divisions blindées. Plan qui reste sans réalisation. Trois ans plus tard, face à la conférence de Munich, Reynaud se trouve dans le camp des »antimunichois«. Ce qui ne l'empêche de converser de manière rassurante avec l'ambassadeur d'Allemagne, le comte von Welczeck, ou avec l'émissaire de Ribbentrop, Otto Abetz. Le 21 mars 1940 il succède à Daladier à la présidence du Conseil, inaugurant ainsi ce que l'auteur intitule la »catastrophe«: de fait, le bilan de cette période doit rester négatif en raison de sa complexité. Placé sous le signe de la »drôle de guerre«, Reynaud doit manœuvrer entre la droite et la gauche, entre les militaires français et ses interlocuteurs anglais. Une première démission de sa part, le 9 mai, est annulée en raison du déclenchement de l'offensive allemande contre la France. Les tensions au sein de son cabinet s'intensifient considérablement avec la question d'un arrêt des combats, auquel Reynaud est hostile, contrairement au général Weygand et au maréchal Pétain. Le 16 juin il cède la place à ce dernier. C'est sans doute en raison de son implication dans la fin de la Troisième République que le rôle politique de Paul Reynaud après 1945 va rester limité.

Pendant l'Occupation, il est interné par Vichy, puis, après l'occupation de la zone sud par les Allemands, déporté en Allemagne. Aux yeux de Stefan Grüner, le fait de ne pas avoir

joint Londres pour y prendre la direction d'un gouvernement d'exil constitue l'erreur principale de la carrière politique du personnage. Il reste ainsi le républicain de l'entre-deux-guerres qui se distingue par sa pensée rationnelle, s'opposant par là aux courants plébiscitaires, militaristes et extrémistes.

L'étude que nous présente Stefan Grüner permet de retracer l'évolution de la classe politique de la Troisième République dans ses deux dernières décennies. La perspective extérieure qu'apporte l'auteur se révèle un atout enrichissant. On regrette cependant parfois sa tendance à décrire dans tous ses détails et selon un ordre chronologique l'évolution de la pensée politique de Paul Reynaud. Si sa clairvoyance et sa lucidité sont à plusieurs reprises soulignées, on apprend finalement très peu de choses sur la vie de l'homme et son caractère (les faiblesses de celui-ci dont l'existence est évoquée très fugitivement dans le contexte du printemps 1940). Et si la question allemande revient couramment, on reste finalement sans idée précise sur son image de l'Allemagne. C'est une question d'archives, et en l'absence d'archives privées – lettres ou journaux intimes, l'historien ne peut que se référer aux écrits publics d'un personnage.

Dans le cas de Fernand de Brinon, la difficulté est similaire: dans son livre, issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Bonn, Corinna FRANZ retrace le chemin d'un journaliste français progressivement attiré par l'Allemagne. Pour les années 1920, en l'absence d'archives privées, l'historienne doit se contenter des articles de presse de sa plume. La versatilité des prises de position du personnage est ici frappante et se trouve à l'origine de sa réputation de «traître», image que Corinna Franz a le mérite de mettre en question. Journaliste depuis 1909 (date de son entrée au *Journal des Débats*), Brinon fait en effet preuve d'une grande «souplesse» dans ses articles, où ses positions changent d'après les influences (à ce moment encore françaises) qu'il subit. Mais ce n'est pas pour autant qu'on pourrait lui dénier une certaine lucidité. Ceci par exemple au début des années 1920, lorsque Brinon constate une modification des positions internationales dans la question franco-allemande au détriment de la France; ce qui l'incite à défendre un règlement bilatéral, donc une entente avec l'Allemagne. Néanmoins il est alors encore loin de son engagement franco-allemand des années 1930 et 1940: ainsi il se montre par exemple peu favorable aux clauses de l'accord de Locarno sur la démilitarisation précoce de la Rhénanie, parce qu'à ses yeux cela prive la France de précieuses garanties de sécurité. Encore en 1930, il met en garde contre des espoirs trop naïfs d'une réconciliation. Il n'empêche: par la suite le personnage semble lui-même progressivement plonger dans cette illusion en se voulant comme un lien entre Paris et Berlin. Ainsi à l'été 1931 lors d'une visite dans la capitale allemande, lorsque, se faisant passer pour un homme de confiance de Pierre Laval, alors président du Conseil, il tente de mettre sur pied une rencontre entre celui-ci et le chancelier Heinrich Brüning. L'initiative tombe à l'eau. En mars 1933 il retourne dans la capitale allemande, cette fois effectivement en tant qu'émissaire d'Edouard Daladier; mais sans plus de succès.

Elargissant à ces occasions le cercle de ses connaissances allemandes, Brinon adopte d'abord une attitude peu favorable au mouvement national-socialiste en Allemagne. Mais une rencontre à l'automne 1932 va changer non seulement cette attitude, mais sa relation avec le pays d'outre-Rhin tout entière: lors d'une partie de chasse sur le domaine rémois de Melchior de Polignac il fait la connaissance de Joachim von Ribbentrop. Le retrouvant en juin 1933 lorsqu'il accompagne Daladier à la conférence économique mondiale de Londres, il devient alors l'interlocuteur français préféré du nouvel ambassadeur de Hitler dans la capitale anglaise, lui qui est en train de jeter les bases d'un service paradiplomatique faisant concurrence à l'*Auswärtiges Amt*. Pour Fernand de Brinon, l'année 1933 devient alors d'une importance cruciale. Désormais porteur de la Légion d'honneur, il offre les coulisses d'une rencontre entre Ribbentrop et Daladier lors d'une entrevue quelques semaines plus tard dans l'appartement de Brinon à Neuilly. Ces prises de contact officieuses sont poursuivies par

celui-ci au début du mois de septembre à Berlin, où il est reçu par bon nombre de hauts dignitaires allemands, parmi lesquels le ministre de la Guerre Werner von Blomberg, et à Berchtesgaden, où Hitler s'explique durant deux heures sur les litiges franco-allemands. Se trouvant ainsi subitement catapulté au milieu des relations franco-allemandes, Fernand de Brinon développe de larges espoirs concernant une entente entre les deux pays; dans ses entretiens avec Blomberg et Ribbentrop on va même jusqu'à esquisser le plan d'un accord franco-allemand avec, comme aboutissement, un accord militaire secret. Le désenchantement suit néanmoins, avec le départ de l'Allemagne de la Société des Nations en octobre. Mais Brinon est désormais pris dans le filet de séduction de Ribbentrop. L'interview que lui accorde Hitler le 16 novembre impressionne considérablement le journaliste français; même s'il tient encore à se distancer publiquement de la politique intérieure allemande, il affirme désormais qu'il «croit à la sincérité de M. Hitler». Quant à lui, son gouvernement se montre peu enchanté de cette paradiplomatie, qui suscite aussi de vives critiques dans la presse française. Ce qui n'empêche Brinon d'y jouer désormais d'une réputation de bon connaisseur de l'Allemagne.

Cela dit, à en croire Corinna Franz, il n'a pas pour autant perdu de vue les intérêts de son pays: il est ainsi défavorable à une démilitarisation du côté français au vu de la remilitarisation mise en place outre-Rhin. Mais son propre rapprochement avec l'Allemagne continue, grâce aux contacts que soigne Ribbentrop avec lui et à l'influence qui en résulte. Il trouve sa pérennisation avec la fondation du Comité France-Allemagne en 1935. Lors de la remilitarisation de la Rhénanie, au printemps 1936, Brinon manifeste spontanément son indignation, tout en exprimant sa confiance en un règlement pacifique des contentieux franco-allemands. C'est sa ligne de conduite pour les années qui suivent: dissimuler sa sympathie vis-à-vis du Troisième Reich à travers des prises de position dans la presse qui doivent faire preuve de son patriotisme. En l'occurrence, il exige un «avertissement grave» à l'adresse de l'Allemagne et une alliance étroite avec la Grande Bretagne. Ses protestations sont cependant de courte durée et suivies par une mise «au service de l'*appeasement* britannique». Son activité dans ce sens est d'ailleurs facilitée par les bons rapports qu'il entretient avec plusieurs membres du gouvernement du *Front populaire*, qui font de lui un intermédiaire apprécié outre-Rhin. Alors que les relations officielles entre Paris et Berlin se trouvent largement paralysées, se met en place un «tourisme de rapprochement» (*Verständigungstourismus*) qui fait venir en Allemagne bon nombre de personnalités françaises. Invités à différents congrès, conférences et visites, les Français – Fernand de Brinon y figurant en première place – se voient charmés de tout part. Le journaliste est ainsi invité d'honneur aux congrès de Nuremberg de 1936 et 1937. Ce faisant, Corinna Franz souligne que ses déplacements vers l'Allemagne s'effectuent au su de l'ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet, qui partage avec lui la même conviction sur la nécessité d'un règlement franco-allemand. Brinon œuvre pour une acceptation du régime par la France; l'obstacle à l'entente venant à ses yeux d'une «politique d'information unilatérale et trompeuse». L'enthousiasme de Fernand de Brinon se trouve à peine terni par l'annexion de l'Autriche en mars 1938. Sa démission de la vice-présidence du CFA, première réaction de sa part, est rapidement annulée sous l'influence d'un voyage à Vienne: Brinon se montre alors proprement «hypnotisé» par la démonstration de force allemande. Dans la question des Sudètes, quelques mois plus tard, il s'efforce d'agir sur Daladier dans le sens d'un règlement favorable aux Allemands. Mais ses positions suscitent de plus en plus de méfiance dans la presse autant qu'au ministère de l'Intérieur: à partir de septembre 1938 il est placé sous la surveillance des Renseignements généraux. Les suspicions à son encontre portent d'ailleurs aussi sur la transmission à Berlin de résumés des réunions du Cabinet français, grâce aux informations fournies par deux ministres. Par la suite, il se retire progressivement de son activité de journaliste; au début de la guerre en septembre 1939 il s'installe dans les Basses-Pyrénées.

Son étoile remonte durant la période de l'Occupation, lorsqu'il réapparaît sur la scène politique en tant qu'émissaire de Pierre Laval en zone occupée d'abord, puis, à partir de

décembre 1940, en tant que délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés. Mais pour cette période Corinna Franz estime que son impact sur les relations franco-allemandes reste limité. Question qui touche à nouveau celle des archives: le lecteur apprend finalement très peu sur le rôle, certainement plus important que l'auteur ne veut croire, de Fernand de Brinon après le renvoi de Pierre Laval du 13 décembre 1940, notamment ses missions à Vichy, étant donné qu'il est alors parmi les seuls à pouvoir traverser la ligne de démarcation. Son poids diminue sensiblement en février 1941, avec la nomination par l'amiral Darlan de Jacques Benoist-Méchin, centralisant désormais les négociations franco-allemandes. Face au peu de sympathie qui lie Fernand de Brinon à l'amiral, Corinna Franz estime que le personnage est alors »condamné à une absence totale d'influence à Vichy«; son activité se limitant, hormis la transmission de courriers, à des dénonciations de hauts fonctionnaires français auprès de l'administration militaire allemande et à des rencontres avec des dignitaires allemands, destinées à renforcer sa position lorsque celle-ci a trop baissé à Vichy. Dans la question de la persécution des juifs comme dans la plupart des domaines, Brinon se montre dévoué aux Allemands, même si, d'après l'auteur, »plusieurs juifs lui doivent leur vie«. Ses choix ne sont pas plus heureux à la fin de l'Occupation, lorsqu'il accompagne les Allemands dans leur repli vers l'Est de la France. Au contraire, c'est alors qu'il croit venue son heure pour se mettre à la tête d'un comité exécutif français. Reçu par Ribbentrop au Quartier général, puis par Hitler avec une délégation des Français collaborationnistes, il réussit effectivement à se hisser à la tête d'une »commission gouvernementale« remplaçant le gouvernement de Vichy. Néanmoins, dans la colonie collaborationniste française de Sigmaringen, Brinon, »écrasé« par des personnalités fortes comme Marcel Déat, Joseph Darnand et Jean Luchaire, mène finalement une vie en retrait, toujours prêt à se rallier à ceux (Doriot) qui semblent l'emporter dans cette lutte de pouvoir franco-française devenue ridicule. Le 8 mai 1945, de Brinon se livre aux autorités françaises suite à une même démarche de Pétain. Après un procès devant la Haute Cour de Justice, il est fusillé le 15 avril 1947 dans la cour du Fort de Montrouge pour »indignité nationale«.

Aux yeux de Corinna Franz, l'engagement de Fernand de Brinon pour un rapprochement franco-allemand sous les auspices nazis n'est que le »résultat d'une analyse lucide de la situation et des considérations utilitaristes, ainsi que l'expression d'un souci constant de la sécurité de la France«. Sa »disposition d'adaptation intellectuelle« (*geistige Anpassungsbereitschaft*) est-elle alors symbolique de la faiblesse de la France à ce moment? Dans cette logique, Brinon se montre comme un opportuniste certes, mais aussi comme un patriote – image que l'historiographie française se garde bien de lui attribuer. Pour Corinna Franz, son grand rêve est d'entrer dans l'Histoire comme l'architecte de l'entente franco-allemande: l'échec à ce propos n'est dû, selon elle, qu'aux conditions générales, et non pas à son incapacité. Dans ce sens, elle le compare à Jacques Benoist-Méchin qui a échappé à la peine de mort et a pu se refaire une nouvelle carrière: »Au contraire de ce littéraire connu et apprécié, de cette personnalité aux diverses facettes, le Brinon calme, taciturne et discret ne fut justement pas un esprit brillant dont on aurait excusé les insuffisances, fautes et erreurs – bref ses errements. De cette manière c'est sa médiocrité qui fut finalement fatale à Fernand de Brinon«.

On relève tout de même quelques imprécisions dans ce travail qui pour le reste prend soin de sous-tendre ses explications d'un appareil critique très élaboré. Ainsi au sujet du vote du 10 juillet qui ne porte pas sur la »dissolution de la Troisième République«, mais sur le transfert des pouvoirs au gouvernement du maréchal Pétain. Ou, en mai et juin 1941, les prestations françaises devenues, selon l'auteur, »obsolètes« par le changement de situation en Moyen Orient: or, en réalité celles-ci ont bel et bien été fournies (mise à disposition de la Syrie pour l'action allemande en Irak), entraînant la perte de ce mandat, sans aucune contrepartie allemande<sup>2</sup>.

2 Cf. Philippe BURRIN, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris 1995, p. 126; Eberhard JÄCKEL, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris 1968, p. 247-249.

Le troisième livre que nous évoquons ici porte sur un personnage clef de cette même époque, celui qui au cours des années 1930 devient »l'alter ego<sup>3</sup>« de Fernand de Brinon: Otto Abetz dont Roland RAY décrit le parcours entre 1930 et 1940/42. Personnage souvent évoqué en rapport avec les échanges franco-allemands des années trente aussi bien qu'avec la période de l'Occupation, lorsqu'il est ambassadeur de Hitler à Paris, il est difficile à cerner. Le point de départ de son activité en France est l'engagement au sein des mouvements de jeunesse de sa ville, Karlsruhe, à la fin des années 1920. Inspiré par le mouvement des *Wandervögel*, dont il fut membre pendant plusieurs années, il tente alors de réunir les jeunes – communistes aussi bien que nationaux-socialistes – au sein d'une fédération, qui entre autres se fixe pour but de prendre contact avec la jeunesse française. Dans la mise en place d'une première rencontre en 1930, Otto Abetz trouve son partenaire »congénital« en Jean Luchaire; pour la fin du mois de juillet 1930 ils organisent ainsi un camp d'été sur le Sohlberg, petite montagne de Forêt Noire. Les participants français – issus des mouvements parisiens les plus divers – restent profondément impressionnés par cet événement. Le »cercle du Sohlberg« (*Sohlbergkreis*) est alors fondé afin de perpétuer cet échange de points de vue; d'autres rencontres sont organisées à Rethel (1931) et Mayence (1932). Dans son livre, issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Tübingen au début des années quatre-vingt dix, Roland Ray pointe la question du double jeu d'Abetz dès le début; sans toutefois fournir la réponse. Dans les courriers adressés par lui-même ou par ses compagnons aux autorités allemandes en vue d'une aide financière, une argumentation adaptée aux »sensibilités politiques des appuis« n'aurait été qu' »évidente«, s'insérant du reste parfaitement dans »l'image du génie malin de persuasion« (*gewiefter Überzeugungskünstler*). Ray se contente de constater une »continuité méthodique étonnante«, manifeste encore pendant l'Occupation lorsque l'ambassadeur adapte son discours aux attentes présumées de ses supérieurs, par exemple en suggérant des mesures anti-juives pour la zone occupée. Cela n'empêche pas l'auteur de croire à la sincérité d'Otto Abetz, du moins dans son engagement du début des années 1930: »les hommes évoluent, aussi vers le pire«. L'insertion d'Otto Abetz dans le régime nazi à partir de 1933 ne se fait pas sans que le personnage faillit être lui-même victime du zèle d'épuration des nouveaux maîtres. Mais en définitive, le goût de la tactique, une certaine ténacité, ainsi que sa disposition d'accommodation au nouveau pouvoir l'emportent; Abetz continue son œuvre désormais sous les auspices nationaux-socialistes. Cela dit, Roland Ray souligne que le personnage (autant que Jean Luchaire d'ailleurs) aurait »finalement sous-estimé, partiellement ignoré par négligence et souvent seulement prétendument contrecarré la volonté de conquête illimitée du pouvoir national-socialiste«. Ce n'est que progressivement que le personnage passe sous l'influence de Berlin: Ray cite alors abondamment les appréciations des contemporains, sans toutefois fournir lui-même une réponse à la question de savoir dans quelle mesure Abetz est conscient de la portée de son activité en France. Certes, il concède que dire d'Otto Abetz qu'il n'est qu'un »naïf sans instinct politique« (*Naivling ohne politischen Instinkt*) n'est qu'insuffisamment opérant. Il n'empêche: l'auteur vacille visiblement entre un Otto Abetz victime et trompé et un Otto Abetz trompeur. Ses préférences vont visiblement vers la première option, la thèse d'Eberhard Jäckel lui servant d'appui, selon laquelle Adolf Hitler poursuit une politique étrangère conçue d'avance et restant inchangée jusqu'à sa mort<sup>4</sup>. Abetz devient par la suite un »propagandiste sans compromis«: celui qui »a voulu déjouer (*überlisten*) les nazis, finasse de manière de plus en plus impudente contre ceux dont il prétend être le partisan«.

Fournissant les preuves de son efficacité au sein de la *Reichsjugendführung* à partir 1934, il s'attire l'attention de Joachim von Ribbentrop peu de mois plus tard. Ce dernier est alors

3 FRANZ (voir n. 1) p. 365.

4 JÄCKEL (voir n. 2) p. 44.

à la recherche de collaborateurs efficaces pour monter un service faisant en quelque sorte concurrence à l'*Auswärtiges Amt*, destiné à diffuser de manière officieuse le volet pacifique de la politique étrangère de Hitler des années 1930. Les activités d'Abetz, qui vient juste de nouer de premiers contacts prometteurs avec le milieu des anciens combattants français, s'y insèrent au grand enchantement de Ribbentrop. Elles sont poursuivies et trouvent leur apogée lors de la fondation dudit *Comité France-Allemagne* à l'automne de 1935, qui fournit alors un travail de réseau dans la capitale française en faveur de la propagande nazie. Selon Roland Ray, la supposée inconscience d'Abetz représente alors une «tragédie personnelle»; le personnage serait ainsi porté par des «espoirs illusoires» de pouvoir réaliser une entente en travaillant continuellement l'opinion publique en France dans un sens pro-allemand. Au cours de ces années, la transformation du personnage, prenant comme point de départ des questions d'égalité française et allemande violée par le traité de Versailles vers une défense des velléités d'expansion de Hitler, saute aux yeux. L'auteur reconnaît qu'il ne suffit pas – comme le fait Abetz – de donner la parole à ceux prêts à exprimer leur désir d'une entente franco-allemande pour «freiner de manière décisive les dirigeants nazis». Mais Abetz a-t-il réellement tenté de freiner les nazis?

Le personnage poursuit son chemin, en entamant une carrière dans la diplomatie allemande lorsque Ribbentrop est nommé ministre des affaires étrangères en 1938. Il peut désormais compter sur une large reconnaissance de ses mérites pour l'Allemagne. Interdit de séjour en été 1939, il retourne en France en 1940 en tant que représentant de Ribbentrop. L'époque qui suit est alors traitée plus rapidement et apporte très peu de nouveau par rapport à ce que nous connaissons par le biais d'Eberhard Jäckel: l'activité du personnage nommé ambassadeur en août 1940 est marquée par ses efforts en vue de lancer une collaboration de grande envergure entre Vichy et Berlin, objectif qu'il croit pouvoir atteindre grâce aux liens privilégiés qu'il entretient avec Pierre Laval. Le désenchantement après Montoire est scellé par le renvoi du vice-président du Conseil des ministres de décembre 1940, date à laquelle s'achève la période étudiée en détail. Un dernier chapitre se consacre enfin au rôle très peu digne mais éminent que joue l'ambassadeur dans le pillage d'œuvres d'art et dans le déclenchement des mesures antisémites en zone occupée, où il figure comme initiateur. De fait, comme le constate Roland Ray, «attendre des directives [de la part de ses supérieurs], cela n'a pas été son affaire».

Ray étoffe son étude d'une grande richesse de détails qui éclairent le contexte des événements. En même temps, on le sent hésiter à aller jusqu'au bout de ses constatations pour en tirer des conclusions. Ceci notamment dans la question: Otto Abetz, trompé ou trompeur? Le livre n'apporte qu'une vague réponse à ce sujet.

Pour conclure, on ne peut que se féliciter de l'intérêt que porte ainsi la jeune historiographie allemande sur l'histoire des premières décennies du vingtième siècle en France (car même si Otto Abetz est un Allemand, il en fait partie). S'affranchissant de ce qui passe couramment pour acquis dans l'historiographie française, elle jette un regard nouveau et novateur sur des personnages dont des études biographiques manquaient jusque-là. Reste le souhait que ces chercheurs aient l'occasion de confronter leurs conclusions avec celles des chercheurs français, en contribuant ainsi non seulement à l'enrichissement des débats des historiens en France, mais aussi à la genèse d'une «histoire de l'Europe» dépassant les frontières d'une historiographie nationale. De fait, les dernières années ont apporté une ouverture vers l'international: il est désormais impensable d'organiser en France un colloque sans la participation des chercheurs étrangers; et nombreux sont les projets de recherche qui associent des institutions de recherches de différents pays. Ouverture qui est extrêmement stimulante pour le débat des historiens.